Rapport d’activité annuel[[1]](#footnote-1)

*“Votre rapport d’activité doit être établi selon le principe de proportionnalité. Le niveau d’information requis peut donc varier en fonction de la taille des activités de l’entreprise et de la diversité des risques de BC/FT auxquels elle est exposée. Ainsi, le rapport d’activité annuel relatif à une entreprise qui exerce des activités diversifiées et à grande échelle, y compris des activités à risque élevé, sera plus détaillé que celui relatif à une entreprise qui offre à plus petite échelle un nombre limité de produits et services comportant des risques plus faibles de BC/FT.”*

Année : ………(remplir)

Rédigé par : ………(remplir)

**1 LES RESPONSABLES ANTI-BLANCHIMENT**

L'entreprise a nommé les personnes suivantes responsables[[2]](#footnote-2) de la prévention du blanchiment de capitaux et du financement du terrorisme.

Haut dirigeant responsable[[3]](#footnote-3): ………………………………………………………(remplir)

Date d’effet : ………/………/………(remplir)

Date de fin : ………/………/………(remplir)

AMLCO (responsable anti-blanchiment opérationnel)[[4]](#footnote-4): ………………………………………………………(remplir)

Date d’effet : ………/………/………(remplir)

Date de fin : ………/………/………(remplir)

1. **ORGANISATION GENERALE**

2.1 Au cours de l’année écoulée, la structure ou l’organisation de votre entreprise a-t-elle connu des évolutions ou subi des changements susceptibles d’avoir un impact sur la LBC/FT ?

Oui/non (choisissez ce qui convient)

Si tel est le cas, décrivez cette nouvelle situation le plus précisément possible : …………………………

Remplissez aussi les sections 3 et 4.

2.2. Votre entreprise dispose-t-elle de moyens techniques et humains suffisants pour satisfaire à ses obligations en matière de LBC/FT ?

Oui/non (choisissez ce qui convient)

Si vous estimez que tel n’est pas le cas : quels moyens supplémentaires sont selon vous nécessaires ? …………………..………………….…………………..…………………..…………………..…………………..………

Quelles mesures ont été prises si vous avez déjà posé la question à la direction effective ou à l'organe légal d’administration ? ……………………………………………

**3 L’EVALUATION GLOBALE DES RISQUES**

3.1 L’entreprise a effectué l’évaluation globale des risques annuelle[[5]](#footnote-5) à la date de……/………/……… (remplir)

En conséquence, avez-vous identifié des changements, des évolutions, des tendances dans les risques BC/FT qui ont affecté vos catégories de risques ?

Oui/non (choisissez ce qui convient)

Si oui, veuillez préciser : …………

3.2 L'évaluation globale des risques, en plus de la mise à jour annuelle obligatoire, a-t-elle été adaptée aux nouvelles tendances ou évolutions LBC/FT ?

Oui/non (choisissez ce qui convient)

Si oui, veuillez préciser : …………………

3.3 La mise à jour de l'évaluation globale des risques a été soumise à l'organe légal d’administration ou à la direction effective à la date de ……/………/……… (remplir)

3.4 En fonction des caractéristiques spécifiques de l'entreprise, les catégories à haut risque suivantes ont été identifiées :

1. ……………………………………………………………………………………………………………
2. ……………………………………………………………………………………………………………
3. ……………………………………………………………………………………………………………

**4 INFORMATIONS SUR LE FONCTIONNEMENT DE LA PROCEDURE INTERNE**

Au cours de l’année écoulée, votre entreprise a-t-elle apporté des modifications à la procédure
interne ?

Oui/non (choisissez ce qui convient)

Si oui, dans quel sens et quelle était l’occasion ?

* L’évaluation individuelle des risques :
……………………………………………………………………………………………………………………
* La politique d’acceptation de clients :
……………………………………………………………………………………………………………………
* Les mesures de gestion de risques :
……………………………………………………………………………………………………………………
* Autres raisons :
……………………………………………………………………………………………………………………

Est-ce que ces modifications ont été approuvé par quelqu’un de la direction effective ou par l'organe légal d’administration ?

Oui/non (choisissez ce qui convient)

## **5 CONTROLE INTERNE** [[6]](#footnote-6)

Au cours de l’année écoulée, avez-vous effectué des contrôles portant sur la mise en œuvre et l’application des procédures LBC/FT au sein de votre entreprise ?

Oui/non (choisissez ce qui convient)

## Nombre (et liste de) dossiers de clients vérifiés : ………………………………………………………………

## Constatations générales suite au contrôle interne : ………………………………………………………….

* Mesures prises éventuelles suite au contrôle interne : ……………………………………………………..

## **6 INITIATIVES ENTREPRISES EN CE QUI CONCERNE LA FORMATION PERMANENTE LBC/FT POUR LE PERSONNEL, LES AGENTS ET DISTRIBUTEURS[[7]](#footnote-7)**

Formations internes : date/sujet/participants/matériel de cours
………………………………………………………………………………………………………………………………………………………

………………………………………………………………………………………………………………………………………………………

Formations externes : date/sujet/prestataire de formation/matériel de cours/attestation

………………………………………………………………………………………………………………………………………………………

………………………………………………………………………………………………………………………………………………………

Autres initiatives prises pour sensibiliser le personnel, les agents et distributeurs ?

………………………………………………………………………………………………………………………………………………………

………………………………………………………………………………………………………………………………………………………

## **7. LISTE DES DECLARATIONS INTERNES DES OPERATIONS ATYPIQUES**

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
| **Date de la déclaration interne**  | **Identité du déclarant** | **Type d’opération** | **Actions entreprises + raison + référence au dossier concerné** | **Déclaration à la CTIF (Oui/non + date)** |
|  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |

 **8 EMBARGOS ET SANCTIONS FINANCIERES**

Disposez-vous de votre propre système de contrôle qui vous permet de vérifier le respect des dispositions contraignantes relatives aux embargos et aux sanctions financières ?

Oui/non (choisissez ce qui convient)

Si non : quel système utilisez-vous pour vous conformer à votre obligation de contrôle à cet égard ?

………………………………………………………………………………………………………………………………………………………

Si oui : au cours de l’année écoulée, avez-vous effectué des contrôles portant sur la qualité du screening au regard des listes d’embargos et de sanctions financières ?

Oui/non (choisissez ce qui convient)

Si oui, avez-vous, lors de ces contrôles, constaté des manquements et quelles mesures votre entreprise prendra-t-elle (ou a-t-elle prises) pour y remédier ?

………………………………………………………………………………………………………………………………………………………

**9 PRESTATAIRES DE SERVICES EXTERNES LBC/FT (si d’application)**

Votre entreprise a-t-elle confié des tâches LBC/FT à des prestataires de services externes ?

Oui/non (choisissez ce qui convient)

Si oui : veuillez préciser………………

Au cours de l’année écoulée, avez-vous soumis ces tâches LBC/FT effectuées par le prestataire de services à des contrôles ?

Oui/non (choisissez ce qui convient)

Si des manquements ou des problèmes sont survenus : de quelle nature étaient-ils et quelles mesures votre entreprise a-t-elle prises pour y remédier ?

……………………………………….

## Nom et signature de l’ AMLCO Date ……/……/………(remplir)

Date de l’approbation par la direction effective ou par l'organe légal d’administration ……./……./……(remplir)

Nom et signature

1. Rapport d’activité conformément à l’article 8 du Règlement de la FSMA de 3 juin 2018. Il doit être tenu à la disposition de la FSMA pendant une période de dix ans. [↑](#footnote-ref-1)
2. Un intermédiaire- personne physique exerce toujours ces fonctions lui-même. [↑](#footnote-ref-2)
3. Il s'agit d'un membre de l'organe légale d’administration ou, selon le cas, de la direction effective de l'entreprise. [↑](#footnote-ref-3)
4. Il doit s'agir de préférence d'un cadre d'un niveau hiérarchique approprié, ayant une bonne connaissance de la législation anti-blanchiment et une fiabilité professionnelle appropriée requise pour exercer la fonction avec intégrité. [↑](#footnote-ref-4)
5. L'évaluation globale des risques doit être documentée et revue périodiquement chaque année. [↑](#footnote-ref-5)
6. Cfr. 2.3 ‘Contrôle interne’ de notre document modèle procédure interne. [↑](#footnote-ref-6)
7. Cfr. 2.2 ‘Sensibilisation et formation du personnel’ de notre document modèle procédure interne [↑](#footnote-ref-7)